



associations & foundations

# management liability insurance

directors & officers liability • corporate legal liability

Beluga Insurance Solutions nv • RPM Bruxelles : TVA BE 0738.680.041

Siège Social : Pegasuslaan 5, B-1831 Diegem, Belgique • Tél +32 2 720 53 03 • [info@belugainsurance.com](mailto:info@belugainsurance.com)

Compte bancaire IBAN : BE60 7310 4946 9870 – BIC : KREDBEBB

Vous trouverez notre Déclaration de Protection de la Vie Privée et de Rémunération sur [www.belugainsurance.com](http://www.belugainsurance.com)

© Beluga Insurance Solutions nv – Tous droits réservés

## Introduction

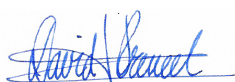
Bienvenue chez BELUGA INSURANCE SOLUTIONS (en abrégé BELUGA). Nous vous remercions de votre confiance. Pour notre part, nous ferons de notre mieux pour répondre à toutes vos attentes et bien plus encore.

En tant que **Souscripteur Mandaté**, Beluga est idéalement placée pour vous offrir des produits et des services innovants, bénéficiant du soutien d'**Assureurs** de première classe. Nous travaillons également en étroite collaboration avec vos conseillers en assurances afin de pouvoir assurer leurs améliorations permanentes.

Nous tenons non seulement à faire gérer vos **Sinistres** le mieux possible mais également à vous apporter un soutien proactif dans l'identification et la gestion des problèmes avant qu'ils ne surviennent. C'est dans cette optique que nous avons fondé le BELUGA PANEL OF EXPERTS. Nous vous invitons à lire attentivement ce chapitre afin de comprendre comment ce groupe d'experts peut vous aider à mieux gérer vos risques.

Si vous souhaitez obtenir des informations complémentaires ou poser des questions, votre conseiller en assurances se fera un plaisir de vous aider.

Bien cordialement,



David Preneel  
Managing Directors de  
BELUGA INSURANCE SOLUTIONS NV



Federico Shaw

Managing Directors de

BELUGA INSURANCE SOLUTIONS NV

## Structure de cette Police

Cette police d'assurance se compose de différentes parties qui constituent ensemble votre contrat d'assurance. Prenez le temps de lire attentivement cette police d'assurance afin de vous assurer qu'elle répond bien à vos besoins. Si vous souhaitez poser des questions ou si vous pensez que ce contrat ne répond pas à vos attentes, n'hésitez pas à prendre contact avec votre conseiller en assurances.

Cette police se compose des chapitres suivants :

- **Comment fonctionne cette police ?** (la présente partie) ;
- Les **Conditions Particulières** précisent les Couvertures d'Assurance, les Montants Assurés, les sous-limites et les éventuelles franchises, la **Période d'Assurance** et d'autres aspects relatifs à la police et au **Preneur d'Assurance** ;
- Les **Conditions d'Assurance** comprennent les **Couvertures d'Assurance**, les **Définitions**, un chapitre intitulé **Et qu'en est-il si...** donnant une description de la façon dont la police répond à certaines situations et le chapitre **Exclusions** ;
- Les **Conditions Générales** qui s'appliquent à toutes les **Couvertures d'Assurance**.

Les références aux différentes parties de la police sont les suivantes :

**Conditions Particulières** : Beluga MLI A+F 2020.1 – SCH.FRA.BE

**Conditions d'Assurance** : Beluga MLI A+F 2020.1 – CC.FRA.BE

**Conditions Générales** : Beluga MLI A+F 2019.1 – GC.FRA.BE

Toutes les **Couvertures d'Assurance** comprenant le statut « Non Assuré » dans les **Conditions Particulières** ne sont pas d'application.

Les termes indiqués en caractères **bleus gras** ont un sens spécifique et sont définis dans les **Conditions Particulières** ou dans les **Conditions d'Assurance**. Les termes qui ne sont pas expressément définis dans cette police ont l'acception qui leur est communément attribuée. Les termes et expressions au singulier comprennent également le pluriel et vice versa.

Les descriptions dans les titres et rubriques de cette police ne sont données qu'à titre indicatif et pour plus de facilité de lecture mais n'influencent en aucun cas le sens de cette police. S'il en est fait référence dans une autre partie du texte, elles sont indiquées en caractères **italiques orange** de manière à les rendre facilement identifiables.

## Qui est l'Assureur ?

La compagnie d'assurance mentionnée ci-après souscrit votre risque. La notation financière Standard & Poor's de l'assureur en début de votre police est également indiquée ; elle vous donne une indication quant à sa sécurité financière à long terme.

| Nom                                  | Part | Notation |
|--------------------------------------|------|----------|
| Zurich Insurance plc, Belgium branch | 100% | AA-      |

## Qu'est-ce qu'un Souscripteur Mandaté ?

Un **Souscripteur Mandaté** est un intermédiaire en assurances spécialisé qui, en tant que mandataire d'une ou de plusieurs compagnies d'assurance, dispose d'un mandat sur la base duquel il peut souscrire des risques. En conséquence, les **Souscripteurs Mandatés** exercent certaines fonctions qui sont normalement exercées par un assureur, telles que le développement de produits d'assurance et la commercialisation de ceux-ci, l'octroi d'une couverture, l'analyse des risques et la fixation des prix, la désignation de partenaires de distribution et la gestion de la police tout au long de sa durée de vie.

BELUGA INSURANCE SOLUTIONS dispose de la compétence de représentation (« autorités de souscription ») qui permet de traiter pour le compte du ou des **Assureurs** décrits précédemment.

BELUGA INSURANCE SOLUTIONS NV, dont le siège social est à Pegasuslaan 5, B-1831 Diegem, a la qualité d'intermédiaire en assurances belge qui opère sous la supervision et le contrôle de la FSMA.

BELUGA est censé être l'agent de tous les **Assureurs**, chargé de recevoir toutes les communications liées au présent contrat.

## Comment Sont Traitées les Réclamations ?

Nous avons pour première priorité de traiter rapidement et équitablement vos **Réclamations** ou vos **Evénements Assurés**.

Voir **Chapitre 1. Sinistre** des **Conditions Générales** pour plus de détails sur la façon dont il convient de notifier une **Réclamation** ou des circonstances et comment elles seront traitées.

Dans l'optique d'assurer votre défense, nous avons créé le BELUGA PANEL OF EXPERTS avec lequel nous avons conclu des accords afin que vous puissiez recourir à leurs services sans disposer de l'autorisation préalable de l'**Assureur**. Vous pouvez toujours choisir votre propre défense (à condition qu'elle soit préalablement approuvée) mais nous vous recommandons fermement d'utiliser l'un des membres de ce panel au regard de leur spécialisation

dans la défense des matières traitées par la présente police.

En outre, le choix d'un membre du panel d'experts implique la non application de la **Franchise**, sur les couvertures **Couverture d'Assurance B. Corporate Legal Liability**.

## Le BELUGA PANEL OF EXPERTS

Outre leurs actions en tant que membres du panel de défense, nous avons conclu des accords avec les membres du Beluga Panel of Experts concernant l'offre de conseils confidentiels, même sans qu'une réclamation n'ait été adressée. Pendant une durée maximale d'une heure par **Assuré** et par **Période d'Assurance** toutes les demandes recevront une réponse gratuite et confidentielle sur les sujets suivants :

- a) les tâches et obligations d'un administrateur au regard de la législation belge pour autant que ce soit en relation avec les garanties de la présente police ;
- b) la "Corporate Legal Liability" de la **Association** liée aux couvertures spécifiques de la présente police.

Après la première heure, les frais de cette consultation d'expert seront à la charge de l'**Assuré**, à moins qu'ils ne soient liés à un **Evénement Assuré** notifié et couvert.

A cette fin, BELUGA a conclu un partenariat avec « Network for Investigation and Litigation Support (NILS) » qui est une association permettant la coopération de bureaux hautement spécialisés et dotés d'une expertise dans les domaines suivants :

- i. Droit des sociétés et droit fiscal
- ii. Droit du travail
- iii. Droit des responsabilités et des contrats
- iv. Droit sur la protection des données & de la propriété intellectuelle et IT
- v. Droit pénal économique
- vi. Droit de l'environnement

Vous trouverez toutes informations utiles et leurs coordonnées sur notre site web : [www.belugainsurance.com](http://www.belugainsurance.com).

### Informations légales

**Zurich Insurance plc** est une société de droit irlandais à responsabilité limitée,

Réglementé par la Banque centrale d'Irlande (CBI)

Siège social: Zurich House, Ballsbridge Park, Dublin 4,

Enregistré en Irlande sous le numéro 13460.

Agissant en Belgique sous le nom de Zurich Insurance. plc,  
succursale Belge, Da Vincilaan 5, 1930 Zaventem.

Numéro BCE 0882.245.682, code FSMA 2079

Proforma

## Identification

I. Numéro de Police :

II. **Preneur d'Assurance** :

III. Numéro d'Entreprise :

IV. Adresse :

V. **Association(s) Sœur(s)** :

VI. Courtier en Assurance :

VII. **Assureur** : Zurich Insurance plc, Belgium branch

VIII. **Souscripteur Mandaté** : BELUGA INSURANCE SOLUTIONS NV

## Limites de Couverture

IX. Couvertures d'Assurance applicables :

*Directors & Officers Liability*

assuré

*Corporate Legal Liability*

assuré

X. **Période d'Assurance** : la période située entre la date de prise d'effet et la date de renouvellement de la présente police.

- Date de Prise d'Effet :

*Directors & Officers Liability*

*Corporate Legal Liability*

- Date de Renouvellement :

La présente police sera automatiquement renouvelée pour une nouvelle **Période d'Assurance** de 12 mois, sauf lorsqu'elle sera résiliée conformément au *Chapitre 3, Section 1, Article 5* des *Conditions Générales*.

- Date de Continuité** :

*Directors & Officers Liability*

*Corporate Legal Liability*

XI. **Garantie Subséquente** automatique :

*Directors & Officers Liability*

5 ans

*Corporate Legal Liability*

3 ans

XII. **Montant Assuré** :

Par **Sinistre** et par **Période d'Assurance**

*Directors & Officers Liability*

EUR

*Corporate Legal Liability*

EUR

Toutes les *Couvertures d'Assurance* ensemble

EUR

XIII. **Sous-limites** :

Par **Sinistre** et par **Période d'Assurance**

*Directors & Officers Liability*

Extension Saisie de Biens

25% - max. EUR  
250.000

Extension Frais de Présence  
au Tribunal

EUR 10.000,00

Extension Soutien  
Psychologique

EUR 25.000,00

Extension Atteintes à la  
Réputation & Crise Socio-  
Médiatique

25% - max. EUR  
250.000

## Corporate Legal Liability

|                                                                      |                        |
|----------------------------------------------------------------------|------------------------|
| Couverture Défense Droit de la Concurrence                           | EUR 25.000,00          |
| Couverture Responsabilité pour Vol                                   | 50% - max. EUR 250.000 |
| Couverture Défense Pollution                                         | 50% - max. EUR 250.000 |
| Couverture Défense Amendes et Sanctions                              | 50% - max. EUR 250.000 |
| Couverture Défense Responsabilité Contractuelle                      | EUR 25.000,00          |
| Couverture Frais d'Enquête                                           | 50% - max. EUR 250.000 |
| Extension Frais de Présence au Tribunal                              | EUR 10.000,00          |
| Extension Atteintes à la Réputation / Crise Socio-Médiatique         | 50% - max. EUR 250.000 |
| Couverture Défense Infraction des Droits de Propriété Intellectuelle | EUR 25.000,00          |
| Couverture Protection des Données                                    | 50% - max. EUR 250.000 |
| Extension Perte de Données                                           | 50% - max. EUR 250.000 |

## Clauses Additionnelles

non applicable

## Prime

|                                                 |     |
|-------------------------------------------------|-----|
| Prime Nette pour la <b>Période d'Assurance</b>  | EUR |
| Taxes                                           | EUR |
| Prime totale pour la <b>Période d'Assurance</b> | EUR |

## Signature

Date  
Pour l'**Assureur**

Pour le **Preneur d'Assurance**

## XIV. Franchise par Sinistre

|                                           |           |
|-------------------------------------------|-----------|
| <i>Directors &amp; Officers Liability</i> | néant     |
| <i>Corporate Legal Liability</i>          | EUR 2.500 |

Il n'y a pas de **Franchise** retenue pour les frais relevant de la *Couverture d'Assurance B. Corporate Legal Liability - Extensions Frais de Présence au Tribunal et Extension Atteintes à la Réputation / Crise Socio-Médiatique.*

## Chapitre 1. Couvertures d'Assurance

Ce chapitre comprend toutes les Couvertures et Extensions pour Administrateurs. Veuillez les lire attentivement ainsi que les Définitions et les Exclusions afin de connaître les conditions sous lesquelles ces Couvertures et Extensions sont valables. Certaines Couvertures et Extensions relèvent exclusivement des Frais de Défense et/ou peuvent être soumises à l'application de sous-limites (pour les sous-limites, consultez les *Conditions Particulières*).

Les Extensions portent sur des couvertures qui vont au-delà de ce qui figurait initialement dans ce genre de polices et constituent le plus souvent une extension ou une précision de la portée de la couverture. Elles sont ajoutées sur la base de l'expérience des **Réclamations** afin de combler des lacunes dans les couvertures.

### Couverture d'Assurance A. Directors & Officers Liability

#### Couverture Responsabilité des Administrateurs

L'**Assureur** paie le **Sinistre** subi par un **Administrateur** ou par une autre **Personne Assurée** causé par une **Réclamation** introduite contre cet **Administrateur** ou contre cette **Personne Assurée**.

#### Couverture Indemnisation Association

L'**Assureur** paie le **Sinistre** qu'une **Association** a indemnisé ou payé au nom ou auquel il est tenu et qui est causé par une **Réclamation** introduite contre cette **Personne Assurée**.

#### Extension Subsidés & Marchés Publics

L'**Assureur** paie

- a) le **Sinistre** subi par une **Personne Assurée** causé par une **Réclamation**
  - (i) engagée contre cette **Personne Assurée** par une **Instance Officielle** ou par un **Tiers** qui veut récupérer (une partie) des subsides prétendument obtenus indûment;
  - (ii) contre cette **Personne Assurée** dans le but d'obtenir le redressement des droits ou une indemnisation pour des infractions alléguées

aux procédures légales dans le domaine des marchés publics ;

- b) les frais raisonnables déboursés par une **Personne Assurée** et autorisés par écrit par l'**Assureur** afin de se préparer ou d'assister à une audition officielle ou une **Enquête concernant des subsides**, menée par un tribunal administratif ou une autorité administrative.

La définition de **Sinistre** a été étendue à cette fin.

Cette extension ne concerne pas la rémunération d'une **Personne Assurée**, quelle qu'elle soit, ni d'autres frais d'une **Association**, quels qu'ils soient.

#### Extension Réclamations Liées à l'Emploi

L'**Assureur** paie le **Sinistre** subi par une **Personne Assurée** causé par une **Réclamation Liée à l'Emploi** introduite contre cette **Personne Assurée**. La définition de **Personne Assurée** a été étendue aux **Employés**. En outre, l'**Exclusion Dommages Corporels & Matériels** ne s'applique pas aux souffrances mentales et émotionnelles liées à ces matières.

#### Extension Discrimination & Harcèlement à l'égard de Tiers

L'**Assureur** paie le **Sinistre** subi par une **Personne Assurée** causé par une **Réclamation** introduite par un **Tiers** (une personne physique) à l'encontre de cette **Personne Assurée** sur la base de harcèlement ou de discrimination. La définition d'une **Personne Assurée** a été étendue aux **Employés**. En outre, l'**Exclusion Dommages Corporels & Matériels** ne s'applique pas aux souffrances mentales et émotionnelles liées à ces matières.

#### Extension Homicide Involontaire & Sécurité au Travail

L'**Assureur** paie les **Frais de Défense** déboursés par une **Personne Assurée** causés par une **Réclamation** introduite contre cette **Personne Assurée** sur la base d'allégations

- a) d'infractions graves au devoir de diligence ayant pour conséquence la mort d'autrui, ou
- b) d'infractions aux obligations légales résultant de la législation sur la sécurité, la santé et le bien-être au travail, la protection des consommateurs ou la sécurité des aliments et des produits.

L'**Exclusion Dommages Corporels & Matériels** ne s'applique pas aux **Frais de Défense** déboursés dans le cadre de cette extension. La définition d'**Instance Officielle** comprend également l'Inspection du travail.

## Extension Réclamations pour Pollution

L'Assureur paie les **Frais de Défense** déboursés par une **Personne Assurée** causés par une **Réclamation** introduite contre cette **Personne Assurée** suite à une **Pollution**. L'**Exclusion Dommages Corporels & Matériels** ne s'applique pas aux **Frais de Défense** dans le cadre de cette extension.

## Extension Protection des Données

L'Assureur paie le **Sinistre** subi par une **Personne Assurée** causé par une **Réclamation** introduite contre cette **Personne Assurée** sur la base d'une allégation de divulgation non autorisée ou de transmission de données à caractère personnel dont l'Assuré est responsable selon toute législation applicable en matière de protection des données.

Dans le cadre de cette extension, on entend par données à caractère personnel, toutes les informations personnelles concernant une personne physique identifiable qui ont été traitées légalement par ou au nom de l'**Association**.

Pour l'application de cette Extension, le **Sinistre** inclut également les amendes administratives n'ayant pas de caractère pénal et pour autant qu'elles soient légalement assurables, et à condition qu'aucune intention, négligence grossière ou infraction intentionnelle de la loi commise par cette **Personne Assurée** ne soit démontrée.

## Extension Impôt sur les Associations

L'Assureur paie le **Sinistre** causé par une **Réclamation** introduite contre une **Personne Assurée** portant sur une dette fiscale impayée par une **Association** qui est devenue **Insolvable** et dont la **Personne Assurée** est personnellement tenue responsable et pour autant que l'**Association** ne puisse la régler. La définition de **Sinistre** a été étendue à cette fin.

## Extension Amendes et Sanctions Administratives

L'Assureur paie les amendes et sanctions civiles et/ou administratives non-contractuelles – pour autant que celles-ci ne soient pas de nature pénale et soient légalement assurables – imposées à une **Personne Assurée** et que cette **Personne Assurée** soit légalement obligée de les payer dans le cadre d'une **Réclamation** et pour autant qu'aucune intention, négligence grossière ou infraction intentionnelle de la loi commise par cette **Personne Assurée** ne soit démontrée. La définition de **Sinistre** a été étendue à cette fin.

## Extension Frais de Caution

L'Assureur paie le **Sinistre** subi par une **Personne Assurée**, correspondant aux frais raisonnables déboursés pour la constitution, la délivrance ou le

maintien d'une caution ou d'un autre instrument financier (mais pas la sûreté même), qui sert de garantie à l'obligation conditionnelle imposée à cette **Personne Assurée** par un tribunal compétent, à concurrence d'un certain montant. La définition de **Sinistre** a été étendue à cette fin.

## Extension Entités Externes

L'Assureur paie le **Sinistre** subi par un **Mandataire Externe** causé par une **Réclamation** introduite contre ce **Mandataire Externe** ou causé par toute autre **Evènement Assuré**. La définition de **Personne Assurée** a été étendue à cette fin.

L'extension ne s'applique qu'en excédent de :

- toute indemnisation par une **Entité Externe** ;
- toute couverture en Responsabilité des Administrateurs accordée à une **Entité Externe** ou à ses dirigeants.

## Extension Association Sœur

La définition d'**Association** a été étendue aux **Associations Sœurs** mentionnées au **Point V des Conditions Particulières**.

## Extension Plans de Pension & d'Avantages Sociaux des Employés

L'Assureur paie le **Sinistre** causé par une **Réclamation** introduite contre une **Personne Assurée** concernant des plans d'épargne-pension, des plans d'avantages sociaux ou tous fonds similaires de l'**Association** - à l'exception de ceux qui sont établis dans un pays de common law - qui sont dirigés ou gérés par une **Personne Assurée**. La définition de **Personne Assurée** a été étendue aux **Employés** à cette fin. La définition de **Sinistre** a été également étendue aux **Avantages Sociaux des Employés** dans le cadre de cette extension.

## Extension Administrateurs Pensionnés ou après Démission

L'Assureur offre, dans le cadre de cette police, une **Garantie Subséquente** illimitée pour un **Administrateur** qui, au cours de la **Période d'Assurance**, a démissionné de tous ses mandats d'**Administrateur** au sein de l'**Association** ou est parti à la retraite mais seulement lorsque la présente police n'est reconduite ou remplacée ou si cette reconduction ou ce remplacement n'offre pas de couverture spécifique pour ces **Administrateurs**.

Cette extension ne s'applique pas aux cas suivants :

- l'**Association** a indemnisé, peut ou doit indemniser un **Sinistre** subi par la **Personne Assurée** ; ou

- b) les **Administrateurs** qui ont démissionné ou sont partis à la retraite au sein de l'**Association** à la suite de, en relation avec ou après un **Changement de Contrôle** ou (d') une **Insolvabilité** ; ou
- c) les **Administrateurs** contre lesquels une interdiction professionnelle a été prononcée ou qui sont partis contre leur gré.

## Extension Responsabilité de Fondateur

L'**Assureur** paie le **Sinistre** subi par une **Personne Assurée** causé par une **Réclamation** introduite contre cette **Personne Assurée** en sa qualité de fondateur d'une **Association**, sur la base des articles 5 :15, 6 :16 & 7 :17 et suiv. du Code Belge des Sociétés et des Associations ou de dispositions similaires dans d'autres juridictions. La définition de **Personne Assurée** a été étendue à cette fin.

## Extension Responsabilité Fonctions Spécifiques

L'**Assureur** paie le **Sinistre** subi par un **Employé** de l'**Association** après une **Réclamation** introduite contre cet **Employé** en sa qualité de *coordinateur environnemental, coordinateur de transport, data protection officer, conseiller en prévention ou directeur de la conformité pour le respect des règles de concurrence au sein de l'Association*. La définition de **Personne Assurée** a été étendue à cette fin.

## Extension Régime Matrimonial

L'**Assureur** paie le **Sinistre** subi par la conjointe/le conjoint légal(e), la/le partenaire cohabitant(e) légal(e), les héritiers, légataires ou représentants légaux d'une **Personne Assurée** en cas de décès, d'incapacité juridique (y inclus incapacité de travail) de cette personne ou d'une **Personne Assurée Insolvable** exclusivement en raison de leur qualité et à condition que le **Sinistre** résulte d'une **Réclamation** garantie contre cette **Personne Assurée**. La définition de **Personne Assurée** a été étendue à cette fin.

## Extension Frais d'Enquête

L'**Assureur** paie les frais légaux et autres frais professionnels qui ont été autorisés par écrit par l'**Assureur** et déboursés par une **Personne Assurée** en vue de la préparation à une **Enquête** ou lors de sa participation à celle-ci, pour la première fois notifiée comme requis pendant la **Période d'Assurance**. La définition de **Sinistre** a été étendue à cette fin.

Cette extension ne comprend pas la rémunération d'une **Personne Assurée**, quelle qu'elle soit, ni les autres frais d'une **Association**, quels qu'ils soient.

## Extension Saisie de Biens

L'**Assureur** paie les frais d'une **Personne Assurée** qui sont la conséquence directe d'une mesure provisoire

ou d'une mesure en référé de saisie, de mise sous séquestre ou de suspension des droits de propriété d'actifs personnels ou de biens immobiliers d'une **Personne Assurée**. Le paiement se fera directement auprès des prestataires, pour les services suivants :

- frais de formation de personnes à charge ;
- résidence principale ;
- services d'utilité publique ; ou
- assurances personnelles.

De tels frais sont payés sous condition qu'un tribunal a imposé une allocation personnelle pour répondre à ces paiements et que cette allocation personnelle est épuisée. La définition de **Sinistre** a été étendue à cette fin.

Le montant maximal que l'**Assureur** paie au titre de cette couverture fait l'objet d'une sous-limite mentionnée au **Point XIII des Conditions Particulières**.

## Extension Privation de Liberté

L'**Assureur** paie les frais d'une **Personne Assurée** causés par une action engagée contre cette **Personne Assurée** par une **Instance Officielle** qui :

- a) veut déclarer la **Personne Assurée** incompétente ou veut lui imposer une interdiction temporaire ou permanente d'exercer ou d'occuper la fonction d'**Administrateur** ; ou
- b) veut limiter la liberté de la **Personne Assurée** par une détention officielle ou par une assignation à résidence ; ou
- c) veut expulser la **Personne Assurée** à la suite d'une révocation d'un statut d'immigration par ailleurs correct, et en cours de validité, pour une raison autre que la condamnation de la **Personne Assurée** pour un crime ; ou
- d) veut extraditer la **Personne Assurée**.

Ces frais comprennent :

- a) les **Frais de Défense**,
- b) les dépenses raisonnables encourues par la **Personne Assurée** et autorisées par écrit par l'**Assureur**
  - i. pour obtenir un conseil juridique ou pour se défendre contre une décision d'une **Instance Officielle** d'extrader la **Personne Assurée** et d'engager des procédures d'appel, y compris une procédure d'appel devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme ;
  - ii. pour lancer une procédure visant un constat et/ou une mesure judiciaire en opposition à une **Instance Officielle**.

La définition de **Sinistre** a été étendue à cette fin.

## **Extension Frais de Présence au Tribunal**

L'**Assureur** paie à l'**Association** un montant journalier de 300 € par **Personne Assurée** pour chaque jour où la présence au tribunal de cette dernière est requise dans le cadre d'une **Réclamation** couverte. La définition de **Sinistre** a été étendue à cette fin.

Le montant maximal que l'**Assureur** paie au titre de cette couverture fait l'objet d'une sous-limite mentionnée au **Point XIII des Conditions Particulières**.

## **Extension Audience en cas d'Insolvabilité**

L'**Assureur** paie les frais raisonnables déboursés par une **Personne Assurée** et autorisés par écrit par l'**Assureur**, pour se faire assister par des conseillers juridiques afin de se préparer ou d'assister à une audition officielle ou une enquête concernant l'**Insolvabilité** d'une **Association**, menée par un curateur, un administrateur judiciaire ou un liquidateur judiciaire ou leur équivalent dans une autre juridiction. La définition de **Sinistre** a été étendue à cette fin.

Cette extension ne concerne pas la rémunération d'une **Personne Assurée**, quelle qu'elle soit, ni d'autres frais d'une **Association**, quels qu'ils soient.

## **Extension Atteintes à la Réputation & Crise Socio-Médiatique**

L'**Assureur** paie les frais raisonnables déboursés par une **Personne Assurée** et autorisés par écrit par l'**Assureur**, pour se faire assister par un conseiller en communication de crise lors d'atteintes réelles ou potentielles à sa réputation suite à une publicité négative mensongère ou suite à une attention médiatique sur les médias sociaux ou ailleurs. La définition de **Sinistre** a été étendue à cette fin.

Le montant maximal que l'**Assureur** paie au titre de cette couverture fait l'objet d'une sous-limite mentionnée au **Point XIII des Conditions Particulières**.

## **Extension Soutien Psychologique**

L'**Assureur** paie les frais raisonnables destinés à apporter une assistance psychologique, déboursés par un **Administrateur** et son conjoint légal ou partenaire cohabitant légal et résultant d'une **Réclamation** garantie par le présent contrat. Cette extension s'applique après épuisement de toute indemnisation de l'**Administrateur** par une assurance santé pouvant être mises en œuvre. La définition de **Sinistre** a été étendue à cette fin.

Le montant maximal que l'**Assureur** paie au titre de cette couverture fait l'objet d'une sous-limite mentionnée au **Point XIII des Conditions Particulières**.

## **Coverage Section B. Corporate Legal Liability**

Ce chapitre comprend toutes les Couvertures et Extensions octroyées à l'**Association**. Nous vous invitons à le lire attentivement ainsi que les définitions et les Exclusions qu'il contient afin de connaître les conditions de mise en jeu de ces Couvertures et Extensions. Vous noterez aussi que, pour certaines Couvertures et Extensions, une sous-limite et une **Franchise** peuvent être d'application (les montants des sous-limites et des **Franchises** sont mentionnés dans les **Conditions Particulières**).

Ces Couvertures et Extensions ne sont pas destinées à remplacer d'autres polices d'assurance telles que la Responsabilité Civile, la Pollution ou l'Accident mais visent à couvrir certains risques de dommages purement financiers auxquels l'**Association** peut se trouver confrontée. Certaines des extensions se limitent à des Frais de Défense d'autres sont de nature plus large.

### **Couverture Défense Droit de la Concurrence & Pratiques de Marché Déloyales**

L'**Assureur** paie les **Frais de Défense** déboursés par une **Association** et causés par une **Réclamation** introduite contre cette **Association** dans le but d'obtenir réparation des dommages suite à une infraction aux règles ou à la législation sur la concurrence ou sur des pratiques commerciales déloyales.

Cette couverture comprend les **Réclamations** introduites par un concurrent sous la forme d'une action en cessation fondée sur des pratiques de marché prétendument déloyales de cette **Association** exerçant des activités commerciales.

Le montant maximal que l'**Assureur** paie au titre de cette couverture fait l'objet d'une sous-limite mentionnée au **Point XIII des Conditions Particulières**.

### **Couverture Réclamations Liées à l'Emploi**

L'**Assureur** paie le **Sinistre** subi par une **Société** et causé par une **Réclamation Liée à l'Emploi** introduite contre cette **Association**. L'**Exclusion Dommages Corporels & Matériels** ne s'applique pas aux souffrances mentales et émotionnelles liées à ces matières.

## Couverture Discrimination & Harcèlement à l'encontre de Tiers

L'**Assureur** paie le **Sinistre** subi par une **Association** et causé par une **Réclamation** introduite par un **Tiers** (une personne physique) contre cette **Association** sur la base de harcèlement ou de discrimination. L'**Exclusion Dommages Corporels & Matériels** ne s'applique pas aux souffrances mentales et émotionnelles liées à ces matières.

## Couverture Plans de Pension & d'Avantages Sociaux des Employés

L'**Assureur** paie le **Sinistre** subi par une **Association** et causé par une **Réclamation** introduite contre cette **Association** concernant des plans d'épargne-pension, des plans d'avantages sociaux ou tous fonds similaires, qui sont dirigés ou gérés par une **Association** - à l'exception de ceux qui sont établis dans un pays de common law.

## Couverture Responsabilité pour Vol

L'**Assureur** paie le **Sinistre** subi par une **Association** et causé par une **Réclamation** d'un client contre cette **Association** pour sa responsabilité légale résultant directement d'un vol commis par un **Employé**, sous réserve que ledit vol a été découvert et notifié pour la première fois au cours de la **Période d'Assurance**.

Le montant maximal que l'**Assureur** paie au titre de cette couverture fait l'objet d'une sous-limite mentionnée au **Point XIII des Conditions Particulières**.

## Couverture Défense Homicide Involontaire & Sécurité au Travail

L'**Assureur** paie les **Frais de Défense** déboursés par une **Association** et causés par une **Réclamation** introduite contre cette **Association** sur la base d'allégations

- a) d'infractions graves au devoir de diligence ayant pour conséquence la mort d'autrui, ou
- b) d'infractions aux obligations légales résultant de la législation sur la sécurité, la santé et le bien-être au travail, la protection des consommateurs ou la sécurité des aliments et des produits.

L'**Exclusion Dommages Corporels & Matériels** ne s'applique pas aux **Frais de Défense** déboursés dans le cadre de cette extension. La définition d'**Instance Officielle** comprend également l'Inspection du travail.

## Couverture Défense Pollution

L'**Assureur** paie les **Frais de Défense** déboursés par une **Association** et causés par une **Réclamation** introduite contre cette **Association** suite à une **Pollution**. L'**Exclusion Dommages Corporels &**

**Matériels** ne s'applique pas aux **Frais de Défense** dans le cadre de cette extension.

Le montant maximal que l'**Assureur** paie au titre de cette couverture fait l'objet d'une sous-limite mentionnée au **Point XIII des Conditions Particulières**.

## Couverture Défense Amendes et Sanctions

L'**Assureur** paie les **Frais de Défense** déboursés par une **Association** et causés par une **Réclamation** introduite contre cette **Association** avec pour but l'obtention d'une condamnation à des amendes et sanctions qui peuvent être imposées à une **Association**.

Le montant maximal que l'**Assureur** paie au titre de cette couverture fait l'objet d'une sous-limite mentionnée au **Point XIII des Conditions Particulières**.

Si cette couverture devait s'appliquer de façon égale à toute autre couverture ou extension, l'**Assureur** ne paierait qu'une seule fois la sous-limite la plus élevée.

## Couverture Défense Responsabilité Contractuelle

L'**Assureur** paie les **Frais de Défense** déboursés par une **Association** et causés par une **Réclamation** résultant d'une responsabilité contractuelle de la **Association**. L'**Exclusion Responsabilité Contractuelle** ne s'applique pas aux **Frais de Défense** concernant à ces matières.

Le montant maximal que l'**Assureur** paie au titre de cette couverture fait l'objet d'une sous-limite mentionnée au **Point XIII des Conditions Particulières**.

## Couverture Frais d'Enquête

L'**Assureur** paie les frais légaux et autres frais professionnels qui ont été autorisés par écrit par l'**Assureur** et déboursés par une **Association** en vue de la préparation à une **Enquête** ou lors de sa participation à celle-ci, pour la première fois notifiée comme requise pendant la **Période d'Assurance**. La définition de **Sinistre** a été étendue à cette fin.

Cette extension ne comprend pas la rémunération d'une **Personne Assurée**, quelle qu'elle soit, ni les autres frais d'une **Association**, quels qu'ils soient.

Le montant maximal que l'**Assureur** paie au titre de cette couverture est la sous-limite mentionnée au **Point XIII des Conditions Particulières**.

## Extension Association Sœur

La définition d'**Association** a été étendue aux **Associations Sœurs** mentionnées au **Point V des Conditions Particulières**.

**Extension Frais de Présence au Tribunal**

L'**Assureur** paie à l'**Association** un montant journalier de 300 € par **Personne Assurée** pour chaque jour où la présence au tribunal est requise dans le cadre d'une **Réclamation** couverte contre cette **Association**. La définition de **Sinistre** a été étendue à cette fin.

Le montant maximal que l'**Assureur** paie au titre de cette couverture est la sous-limite mentionnée au **Point XIII des Conditions Particulières**.

Si cette couverture ainsi que l'Extension relevant de la **Couverture d'Assurance A. Directors & Officers Liability - Extension Frais de Présence au Tribunal** devait être d'application, l'**Assureur** ne paiera qu'une seule fois.

**Extension Atteintes à la Réputation & Crise Socio-Médiatique**

L'**Assureur** paie les frais raisonnables déboursés par une **Association** qui sont autorisés par écrit par l'**Assureur** pour se faire assister par un conseiller en communication de crise lors d'atteintes réelles ou potentielles à sa réputation suite à une publicité négative mensongère ou suite à une attention médiatique sur les médias sociaux ou ailleurs, lié à une **Réclamation** ou un **Évènement Assuré** couvert. La définition de **Sinistre** a été étendue à cette fin.

Le montant maximal que l'**Assureur** paie au titre de cette couverture fait l'objet d'une sous-limite mentionnée au **Point XIII des Conditions Particulières**.

Si cette couverture ainsi que l'extension relevant de la **Couverture d'Assurance A. Directors & Officers Liability - Extension Atteintes à la Réputation & Crise Socio-Médiatique** devait être d'application, l'**Assureur** ne paiera qu'une seule fois.

**Extension Usurpation d'Identité**

L'**Assureur** paie les frais raisonnables déboursés par une **Association**, qui sont autorisés par écrit par l'**Assureur**, afin d'établir que des Tiers ont voulu extorquer un accord de l'**Association** en commettant une usurpation d'identité.

L'usurpation d'identité signifie dans le cadre de cette extension : un accord conclu par une personne qui prétend représenter l'**Association** dans le but de commettre un acte illicite ou criminel.

Cette extension ne concerne pas la rémunération d'une **Personne Assurée**, quelle qu'elle soit, ni d'autres frais d'une **Association**, quels qu'ils soient.

**Couverture Défense Infraction des Droits de Propriété Intellectuelle**

L'**Assureur** paie les **Frais de Défense** déboursés par une **Association** causés par une **Réclamation** introduite contre cette **Association** dans le but d'obtenir réparation des dommages résultant d'une infraction des droits d'auteur, des droits d'octroi de licences, du droit des marques ou de tout autre droit de propriété intellectuelle.

Le montant maximal que l'**Assureur** paie au titre de cette couverture fait l'objet d'une sous-limite mentionnée au **Point XIII des Conditions Particulières**.

**Couverture Protection des Données**

L'**Assureur** paie le **Sinistre** subi par une **Association** et causé par une **Réclamation** introduite contre cette **Association** sur la base d'une allégation de divulgation non autorisée ou de transmission de données à caractère personnel dont l'**Association** est responsable selon toute législation applicable en matière de protection des données.

Dans le cadre de cette extension, on entend par données à caractère personnel, toutes les informations personnelles concernant une personne physique identifiable qui ont été traitées légalement par ou au nom de l'**Association**.

Le montant maximal que l'**Assureur** paie au titre de cette couverture fait l'objet d'une sous-limite mentionnée au **Point XIII des Conditions Particulières**.

**Extension Perte de Données**

L'**Assureur** paie les frais - après accord écrit de l'**Assureur** - de remplacement ou de restauration de documents, de données ou d'informations de **Tiers**, si ces documents, données ou informations ont été perdus, endommagés ou détruits alors qu'ils étaient en possession d'une **Association** pendant la **Période d'Assurance**.

Le montant maximal que l'**Assureur** paie au titre de cette couverture fait l'objet d'une sous-limite mentionnée au **Point XIII des Conditions Particulières**.

## Chapitre 2. Définitions

Dans ce chapitre, les définitions apparaissent en caractères **bleus gras**. Il s'agit des termes qui ont une acception particulière dans cette police. Veuillez les lire attentivement car ils ont trait à la couverture.

On retrouve également certaines définitions dans les **Conditions Particulières** aussi en caractères **bleus gras**.

### Administrateur

Toute personne qui, pendant la **Période d'Assurance**, a été, est ou devient un administrateur légitimement élu ou nommé d'une **Association**.

Font également partie de cette définition :

- une personne physique agissant en qualité d'administrateur, de gérant, de directeur ou de membre du conseil de surveillance ou du conseil de direction de l'**Association** et qui est légalement désignée ou élue conformément à la législation belge ou étrangère ou aux statuts de l'**Association** ;
- une personne morale (y compris une société de management) qui agit dans une des fonctions énumérées sous a) ;
- une personne qui agit en tant que représentant permanent des personnes morales mentionnées sous b) ;
- une personne qui est tenue pour légalement responsable par un tribunal comme un administrateur de facto de l'**Association** ;
- un futur administrateur qui est nommé en tant que tel dans un prospectus publié par une **Filiale** ; et
- des administrateurs indépendants et des administrateurs non exécutifs.

### Association

Le **Preneur d'Assurance**, toute **Association Sœur** indiquée au **Point V des Conditions Particulières** et toute **Filiale**.

### Association Sœur

Une personne morale qui forme une unité commune avec le **Preneur d'Assurance** à condition que :

- cette personne morale est une association (internationale) sans but lucratif ou une

fondation en application du Code des Sociétés et des Associations; et

- au moins la majorité des organes d'administration soit composée des mêmes personnes ; et
- cette personne morale et le **Preneur d'Assurance** collaborent directement ou indirectement, de façon durable et pertinente dans les domaines de l'administration, des finances ou de la logistique, du personnel ou de l'infrastructure.

### Assuré

Une **Association**, une **Personne Assurée** ou les deux.

### Avantages Sociaux des Employés

Toute rémunération accordée aux **Employés** autre que le salaire de base, y compris les prestations d'assurance maladie, les montants payés au titre des avantages sociaux des employés ou des plans d'épargne pension, les actions ou options sur actions, les rémunérations incitatives ou différées.

### Changement de Contrôle

Le moment où tous les actifs et passifs du **Preneur d'Assurance** sont transférés, apportés ou absorbés par une autre association ou personne morale, indépendamment du fait que le **Preneur d'Assurance** cesse ou non d'exister en tant que personne morale.

### Employé

Toute personne physique qui, au cours de la **Période d'Assurance** a été, est ou devient un collaborateur réel ou futur, à temps plein, à temps partiel, saisonnier ou temporaire de l'**Association** agissant dans cette qualité et qui travaille en échange d'un salaire sous la conduite ou la supervision directes de l'**Association** lors des activités exercées par l'**Association**.

### Enquête

- Des audiences ou enquêtes formelles ou officielles menées par une **Instance Officielle** visant les activités d'une **Association**, d'une **Entité Externe** ou d'une **Personne Assurée** en cette qualité, lorsqu'une **Personne Assurée** reçoit des documents légaux ou une notification légale pendant la **Période d'Assurance** ou la **Garantie Subséquente** et qui exigent de cette **Assurée** :
  - d'être présent à une audience ou procédure d'enquête ;
  - de produire des documents ou des informations ;
- d'intervenir en cas de visite non planifiée d'une **Instance Officielle** à l'**Association** ou à une **Entité Externe** au cours de laquelle des documents, des

données ou des informations électroniques d'un **Assuré** doivent être communiqués, vérifiés, copiés ou saisis ou au cours de laquelle un **Assuré** est interrogée.

Une **Enquête** n'inclut pas les inspections, les contrôles de routine, les contrôles de conformité ou les enquêtes qui concernent un secteur déterminé au lieu de se concentrer sur une **Association**, une **Entité Externe** ou une **Personne Assurée**.

## Enquête à l'encontre d'une Personne Assurée

Les audiences formelles ou officielles ou procédures d'enquête menées par une **Instance Officielle** au cours de laquelle la **Personne Assurée** est identifiée par une autorité chargée de l'enquête comme étant le sujet d'une telle audition ou procédure d'enquête.

Une **Enquête à l'encontre d'une Personne Assurée** est censée être menée pour la première fois lorsque la **Personne Assurée** est identifiée ou citée à comparaître en tant que telle pour la première fois par écrit ou suite à son arrestation ou sa détention pendant plus de 24 heures par une instance d'application de la loi compétente.

## Entité Externe

Toute personne morale autre qu'une **Association** et qui N'EST PAS :

- a) une **Institution Financière** ;
- b) une entité dont les **Titres** sont négociés sur un marché réglementé ;
- c) une entité établie aux États-Unis d'Amérique ;
- d) une entité qui avait des fonds propres négatifs à la date de prise d'effet initiale de cette police et au moment d'une **Réclamation** ou d'un **Evènement Assuré**.

## Evènement Assuré

Toute **Réclamation** ou toute matière ou tout événement couvert par les Extensions en **Couverture d'Assurance A. Directors & Officers Liability** ou les Couvertures et Extensions en **Couverture d'Assurance B. Corporate Legal Liability**.

## Faute de Gestion

Une action, une faute ou négligence, une omission, un abus de confiance, une déclaration fautive ou fallacieuse ou une violation d'une obligation de compétence, ou tout autre fait réels ou présumés, commis par ou imputés à la **Personne Assurée** uniquement par sa qualité de **Personne Assurée**.

## Filiale

Toute personne morale dans laquelle le **Preneur d'Assurance** ou une **Association Sœur**, directement ou indirectement :

- a) détient plus de 50 % du capital-actions ; ou
- b) possède une majorité des actions à voix délibérative ou un contrôle sur celles-ci en vertu d'un accord écrit conclu avec d'autres actionnaires ; ou
- c) a le droit de nommer ou de révoquer une majorité du Conseil d'administration de l'entreprise.

## Frais de Défense

Les frais raisonnables autorisés par écrit par l'**Assureur** pour :

- a) assurer l'enquête, la défense ou le règlement d'une **Réclamation** ou d'un **Evènement Assuré** par les **Extensions Saisie de Biens et Privation de Liberté** ;
- b) introduire un appel contre une décision ou un jugement (y compris portant sur le paiement d'un 'appel bond').

Les **Frais de Défense** n'incluent pas les frais se rapportant à une **Enquête** ni la rémunération d'une **Personne Assurée** quelle qu'elle soit, ni d'autres frais d'une **Association** quels qu'ils soient.

## Garantie Subséquente

La période qui commence immédiatement après la date d'expiration de la Police et pendant laquelle l'**Assureur** peut être informé par écrit d'une **Réclamation** qui a été introduite pour la première fois au cours de cette période ou de la **Période d'Assurance**, pour une **Faute de Gestion** commise avant la date d'expiration de la Police.

## Insolvabilité - Insolvable

Faillite, dissolution, liquidation judiciaire, réorganisation judiciaire en vertu de la *Loi sur la Continuité des Entreprises* ou de dispositions légales similaires dans toute autre juridiction.

## Instance Officielle

Tous les organismes de surveillance, les organismes gouvernementaux, les institutions publiques (y compris l'inspection du travail) ou les organisations commerciales officielles ou l'organe exécutif de ces organisations qui sont mandatés par la loi pour examiner les affaires de l'**Association** ou de la **Personne Assurée** ou - en ce qui concerne la **Couverture d'Assurance A. Directors & Officers Liability** uniquement - une **Entité Externe**.

## Institution Financière

Une entité dont les activités principales se rapportent à une banque, une chambre de compensation, un établissement de crédit, un organisme de placement collectif, une société d'investissement, un conseiller/ gestionnaire en investissement, un fonds de placement ou des fonds de placement communs, une société de capital à risque ou de capital-investissement, un courtier, une compagnie d'assurance ou toute entité réglementée comme une institution financière.

## Mandataire Externe

Une personne qui agit ou traite en tant qu'administrateur ou membre de direction d'une **Entité Externe** selon les directives spécifiques et à la demande écrite de l'**Association**.

## Personne Assurée

Toute personne qui, durant la **Période d'Assurance**, a été, est ou devient :

- a) un **Administrateur** ;
- b) un **Mandataire Externe** ;
- c) un **Employé** de l'**Association**,
  - i. alors qu'il agit en tant que milieu-coördinator, coordinateur de transport, *data protection officer*, conseiller en prévention ou *directeur de la conformité* responsable du respect des règles de concurrence au sein de l'**Association** ; ou
  - ii. alors qu'il agit dans une fonction de direction , de gestion et de surveillance pour l'**Association** ; ou
  - iii. dans le cadre de toute **Réclamation Liée à l'Emploi** ou toute **Réclamation** pour allégation de discrimination ou de harcèlement introduite par un **Tiers** (personne physique) ; ou
  - iv. dans le cadre de toute autre **Réclamation** introduite contre cet **Employé** à condition que cette **Réclamation** ait également été intentée contre un **Administrateur** dans le même temps ; ou
  - v. nommé dans une **Enquête à l'encontre d'une Personne Assurée** ;
- d) un **Administrateur** ou un **Employé**
  - i. en sa qualité de fondateur d'une **Association** ; ou
  - ii. agissant en tant que curateur ou liquidateur d'une **Filiale** ; ou
  - iii. agissant en tant qu'administrateur ou gestionnaire mandaté d'un plan de pension financé par une **Association** ;

- e) le/la conjoint(e) ou cohabitant(e) légal(e) d'une personne décrite aux points a) à d) ci-dessus, purement et simplement du fait de leur relation et uniquement à la suite d'une **Réclamation** introduite contre cette personne et/ou la **Personne Assurée** ;
- f) les légataires, les héritiers ou représentants légaux de toute personne décrite ci-dessus qui est décédée ou qui est reconnue incapable, ou qui est déclarée **Insolvable** ou en faillite mais seulement après qu' une **Réclamation** soit introduite contre la **Personne Assurée** ;

ET uniquement parce que cette personne agit dans l'une des fonctions mentionnées aux points a) à f) inclus.

Toujours sous réserve que la **Personne Assurée** ne soit pas consultante, auditeur externe ou curateur ou liquidateur, mandataire ou administrateur judiciaire de l'**Association** ou d'une **Entité Externe**.

## Pollution

Le déversement, la fuite, le traitement, l'élimination, l'évacuation, la diffusion, la libération ou le relâchement réels, présumés ou imminents de substances polluantes ou toute injonction réglementaire, toute directive ou demande en vue de tester, de nettoyer, de retirer, de traiter, de décontaminer ou de neutraliser des substances polluantes.

Par substance polluante on entend : Toute substance infectieuse, irritante ou toute autre substance qui est nuisible à l'environnement ou à la santé publique, y compris, mais sans s'y limiter, l'amiante, le plomb, la fumée, la vapeur, l'eau, le pétrole, les produits pétroliers, les poussières, les fibres, les suies, les gaz, les acides, les alcalis, les produits chimiques, les déchets (y compris les matériaux qui étaient ou sont destinés au recyclage, au reconditionnement ou à la récupération).

## Réclamation

- a) Toute demande écrite visant l'obtention d'une indemnisation pécuniaire ou non pécuniaire ou d'une mesure coercitive qui a été introduite pour la première fois contre la **Personne Assurée** pour une **Faute de Gestion** présumée ;
- b) toute procédure ou toute médiation ou tout arbitrage civils, pénaux, administratifs, ou tout autre procédure de règlement de différends visant l'obtention d'une pénalité ainsi que toute autre voie de recours introduits pour la première fois contre une **Personne Assurée** pour une **Faute de Gestion** présumée ;

- c) une **Enquête à l'encontre d'une Personne Assurée**.

## Réclamation Liée à l'Emploi

Une **Réclamation** fondée sur une **Faute de Gestion** qui est liée à l'emploi et qui a été introduite par un **Employé** ancien, actuel ou futur de l'**Association** ou d'une **Entité Externe** contre l'**Assuré**.

Par **Faute de Gestion** liée à l'emploi, on comprend la violation réelle ou présumée de la législation du travail ou de toute autre disposition légale relative à l'emploi, telle que :

- a) le licenciement abusif de l'emploi ;
- b) la présentation erronée des conditions de travail ;
- c) la violation de la législation en termes de discrimination au travail ;
- d) le harcèlement au travail, dont le harcèlement sexuel ;
- e) toute faute ou manquement commis lors d'une promotion, de la prise de mesures disciplinaires, d'opportunités de carrière, d'une rétrogradation, de l'évaluation et du maintien de travailleurs ;
- f) la violation de la vie privée en matière d'emploi ;
- g) la calomnie, l'humiliation, la diffamation ou la médisance en matière d'emploi ;
- h) la non-application des directives et des procédures relatives au lieu de travail ou à l'emploi ;
- i) toutes mesures illégales de représailles ou de vengeance contre des **Employés** ;
- j) un stress émotionnel provoqué en raison d'une des violations précitées.

## Sinistre

Le **Sinistre** comprend :

- a) des **Frais de Défense** ;
- b) des dommages et intérêts, décisions de justice, indemnités ou règlements qu'un **Assuré** est légalement tenu de verser à la suite d'une **Réclamation** ;
- c) tout autre montant causé par un **Evènement Assuré** couvert par une **extension** des **Couvertures d'Assurance A. Directors & Officers Liability** ou **Couverture d'Assurance B. Corporate Legal Liability** mais dans la limites des stipulations prévues dans les dites extensions.

Le **Sinistre** ne comprend pas :

- a) des impôts, sauf lorsqu'ils sont couverts par la **Couverture d'Assurance A. Directors & Officers**

**Liability - Extension Impôt des Personnes Moreales ;**

- b) des rémunérations d'**Employés** sauf lorsqu'elles sont couvertes par la **Couverture d'Assurance A. Directors & Officers Liability - Couverture Réclamations Liées à l'Emploi** ou couvertes par la **Couverture d'Assurance B. Corporate Legal Liability - Couverture Réclamations Liées à l'Emploi**, attribuées à un **Employé** dans le cadre d'une **Réclamation Liée à l'Emploi** ;
- c) des cotisations de sécurité sociale ;
- d) des amendes ou sanctions imposées par la loi, sauf lorsqu'elles sont couvertes par la **Couverture d'Assurance A. Directors & Officers Liability - Extension Amendes et Sanctions Administratives** et l'**Extension Protection des Données** ;
- e) des dommages qui ne sont pas assurables par la loi ;
- f) des **Avantages sociaux des Employés**, sauf lorsqu'ils sont couverts par la **Couverture d'Assurance A. Directors & Officers Liability - Extension Plans de Pension & d'Avantages Sociaux des Employés** ;
- g) des frais de nettoyage, c-à-d les frais encourus lors de tests, prises de mesure, nettoyage, élimination, limitation, traitement, neutralisation, décontamination ou évaluation des conséquences d'une **Pollution**.

## Tiers

Toute personne, autre qu'une **Association**, une **Personne Assurée** ou un actionnaire (tant direct qu'indirect) d'une **Association**.

## Titres

Tout instrument financier ou d'investissement émis par une **Association**, qui implique une détention de parts d'intérêt ou apporte la preuve de l'existence d'une dette ou d'un droit de participation aux bénéfices de cette **Association**.

## Chapitre 3. Et qu'en est-il si... ?

On trouvera dans ce chapitre une explication de la façon dont certaines actions commises par la société influencent cette police ou la couverture. Veuillez lire attentivement ce chapitre afin d'être préparé quand ces situations se présentent.

### Une Personne Morale n'est plus une Filiale

À partir du moment où une personne morale n'est plus une **Filiale** durant la **Période d'Assurance**, l'**Assureur** paie le **Sinistre** mais uniquement pour une **Réclamation** causée par une **Faute de Gestion** ou un **Evènement Assuré** qui s'est produit avant que cette personne morale n'ait cessé d'être une **Filiale**.

### Une Nouvelle Filiale est Créée ou Reprise

Si une nouvelle **Filiale** est créée ou est reprise par l'**Association** durant la **Période d'Assurance**, l'**Assureur** paie le **Sinistre** d'une **Personne Assurée** de la nouvelle **Filiale** mais uniquement pour une **Réclamation** causée par une **Faute de Gestion** ou un **Evènement Assuré** qui s'est produit après qu'elle soit devenue une **Filiale** ;

à condition qu'elle :

- a) ne soit pas établie aux États-Unis d'Amérique ; ou
- b) n'a pas de **Titres** publiquement négociables ; ou
- c) ne soit pas une **Institution financière** ; ou
- d) ne possède pas d'actifs financiers qui représentent plus que 50 % de l'actif total du **Preneur d'Assurance**, selon les derniers comptes annuels déposés.

### Le Preneur d'Assurance modifie sa Forme Juridique

Si le **Preneur d'Assurance** modifie sa forme juridique au cours de la **Période d'Assurance**, passant d'une association sans but lucratif - au sens du Code des Sociétés et des Associations - à une forme juridique différente (à but lucratif), l'**Assureur** émettra une nouvelle police d'assurance Management Liability Insurance, avec les mêmes **Montants Assurés**, Sous-limites, Date de Renouvellement et Date de Continuité et autres clauses spécifiques applicables au moment de la modification de cette police. La police réémise annulera cette police et la remplacera intégralement.

Si le **Preneur d'Assurance** ou une **Société** modifie sa structure juridique au cours de la **Période d'Assurance** uniquement en conséquence de l'introduction du Code des Sociétés et des

Associations, la police reste en vigueur comme si ce changement n'avait pas eu lieu, sauf si la nouvelle forme de société n'a pas de personnalité juridique ou s'il s'agit d'une société simple dotée de la personnalité juridique. Dans ce dernier cas, la continuation de la police dépendra de l'ajout des clauses et exclusions supplémentaires nécessaires.

### Le Contrôle du Preneur d'Assurance Change

Si un **Changement de Contrôle** a lieu au cours de la **Période d'Assurance**, l'**Assureur** ne paiera pas le **Sinistre** consécutif à une **Réclamation** résultant d'une **Faute de Gestion** ou d'un **Evènement Assuré** après la date de prise d'effet de ce **Changement de Contrôle**.

Si un **Changement de Contrôle** a lieu, la police ne sera pas reconduite tacitement à la date de renouvellement suivante.

Le **Preneur d'Assurance** peut recourir à la **Période Subséquente** telle qu'octroyée par la législation belge ou peut opter pour une **Période Subséquente** préalablement convenue, comme décrit dans le **Chapitre 3 des Conditions Générales**.

## Chapitre 4. Exclusions

Dans ce chapitre, vous trouverez les Exclusions, qui vous indiquent ce qui n'est pas couvert.

Les exclusions sont décrites ci-dessous et s'appliquent à l'ensemble de la police. D'autres facteurs limitant les garanties peuvent également être inclus dans d'autres sections de la présente police, notamment dans la définition de **Domage**.

### Exclusions applicables à la Couverture d'Assurance A. et B.

#### Dommages Corporels & Matériels

L'**Assureur** ne paie pas de **Sinistre** portant sur :

- a) des lésions corporelles, des maladies, des affections, une détresse mentale ou émotionnelle ou le décès d'une personne et tout dommage indirect qui en est la conséquence directe ;
- b) tout dommage ou destruction de biens, y compris la perte d'utilisation de ceux-ci et tout dommage indirect qui en est la conséquence directe.

Cette exclusion ne s'applique pas :

- a) aux **Frais de Défense** couverts par la *Couverture d'Assurance A. Directors & Officers Liability - Extension Homicide Involontaire & Sécurité au Travail et Extension Réclamation pour Pollution* ou par la *Couverture d'Assurance B. Corporate Legal Liability - Couverture Défense Homicide Involontaire & Sécurité au Travail et Couverture Défense Pollution* ;
- b) à la détresse émotionnelle et mentale en rapport avec une **Réclamation liée à l'Emploi** ou une **Réclamation** introduite par des **Tiers** (personne physique) pour une allégation de discrimination ou de harcèlement ;
- c) au **Sinistre** relevant de la *Couverture d'Assurance A. Directors & Officers Liability* si et pour autant qu'une responsabilité personnelle soit établie par un jugement définitif exécutoire contre une **Personne Assurée** mais uniquement dans le cas où l'**Association** n'a pas indemnisé la **Personne Assurée**, n'a pas le droit ni le devoir de le faire ou n'est pas en mesure d'indemniser pour cause d'**Insolvabilité** ;

- d) à la perte de documents couverte par la *Couverture d'Assurance B – Corporate Legal Liability - Extension Perte de Documents*.

#### Faute Intentionnelle

L'**Assureur** ne paie pas de **Sinistre** portant sur :

- a) des profits ou des avantages auxquels l'**Assuré** ne peut légalement prétendre ; ou
- b) des actions, des erreurs ou des omissions commises criminellement, frauduleusement, intentionnellement ou de manière malveillante ou sur des infractions intentionnelles de la loi par un **Assuré** ;

si le fait est déterminé ou établi par :

- a) une reconnaissance écrite de cet **Assuré** ; ou
- b) un jugement ou une autre décision ou procédure définitive, exécutoire à l'encontre de l'**Assuré**.

#### Circonstances et Réclamations Antérieures

L'**Assureur** ne paie pas de **Sinistre** portant sur :

- a) des circonstances dont un **Assuré** ne pouvait raisonnablement pas supposer avant la **Date de Continuité** de cette police qu'elles donneraient lieu à un **Evènement Assuré** ; ou
- b) des circonstances ou des **Evènements Assurés** qui ont été notifiées sous quelque police d'assurance avant la prise d'effet cette police ou qui ont été notifiés ou communiqués précédemment à l'**Assureur** ou qui sont fondés sur les mêmes faits ou sur des faits similaires ou qui ont la même cause ou origine ; ou
- c) des litiges qui impliquent un **Assuré** et qui sont en suspens avant la **Date de Continuité** de cette police ou qui sont fondés sur les mêmes faits ou des faits similaires ou qui ont la même cause ou origine.

#### Responsabilité Professionnelle

L'**Assureur** ne paie pas de **Sinistre** portant sur la fourniture ou non de services ou conseils professionnels à un client (potentiel) de l'**Association**.

Cette exclusion ne s'applique pas à une **Réclamation** contre une **Personne Assurée** en raison d'un défaut de supervision de ceux qui ont fourni ou pas de services ou conseils professionnels.

### Exclusions supplémentaires uniquement applicables à la Couverture d'Assurance B.

#### Offre de Titres

L'**Assureur** ne paie aucun **Sinistre** portant sur une offre publique et/ou un placement privé de **Titres**

lancés par une **Association** ou une **Entité Externe** durant la **Période d'Assurance**.

## **Financement Insuffisant des Plans d'Épargne-Pension et des Avantages Sociaux des Employés**

L'**Assureur** ne paie pas de **Sinistre** portant sur le financement insuffisant par une **Association** ou une **Entité Externe** d'un plan d'épargne-pension ou d'un plan d'avantages sociaux des employés ou de tout fonds similaire.

## **Responsabilité des Produits**

L'**Assureur** ne paie pas de **Sinistre** encouru par une **Association** pour la vente, le développement, la production, le traitement, l'installation, la commercialisation ou la distribution de produits, y compris leur (in)efficacité, leurs prestations (insuffisantes), leurs défaillances ou leur non-conformité aux normes de sécurité et de santé.

## **Droits de Propriété Intellectuelle**

L'**Assureur** ne paie pas de **Sinistre** portant sur une infraction d'un droit d'auteur, d'un brevet, d'une marque ou d'un autre droit de propriété intellectuelle, mais l'**Assureur** paie les **Frais de Défense** couverts par la **Couverture d'Assurance B. Corporate Legal Liability – Couverture Défense Infraction des Droits de Propriété Intellectuelle**.

## **Droit de Concurrence**

L'**Assureur** ne paie pas de **Sinistre** portant sur une infraction des règles de concurrence ou de la législation relative à la concurrence commerciale ou aux pratiques commerciales déloyales, mais l'**Assureur** paie les **Frais de Défense** couverts par la **Couverture d'Assurance B. Corporate Legal Liability – Couverture Défense Droit de Concurrence**.

## **Actionnaire Majoritaire d'une Filiale Concerné**

L'**Assureur** ne paie pas de **Sinistre** portant sur une **Réclamation** introduite par l'actionnaire d'une **Association** qui dispose directement ou indirectement d'une majorité des droits de vote dans cette **Association**. Cette exclusion s'applique uniquement si cet actionnaire a été impliqué lors de la décision qui a conduit à la **Faute de Gestion**.

## **Responsabilité Contractuelle**

L'**Assureur** ne paie pas de **Sinistre** résultant d'une responsabilité qu'une **Association** assume sur la base d'un contrat ou d'un accord.

Cette extension n'est pas d'application pour :

- a) tout **Sinistre** qui serait survenu en l'absence d'un tel contrat ; ou
- b) des **Frais de Défense** couverts par la **Couverture d'Assurance B. Corporate Legal Liability**.

## **Adaptation du Lieu de Travail ou des Machines**

L'**Assureur** ne paie pas de **Sinistre** résultant d'obligations d'adapter le lieu de travail ou des machines ou d'exécuter d'autres changements requis par toute législation de non-discrimination applicable dans une quelconque juridiction.

## **Concertation avec les Travailleurs**

L'**Assureur** ne paie pas de **Sinistre** portant sur :

- a) l'omission par l'**Association** d'informer ou de consulter la représentation des travailleurs conformément à la CCT 32 bis ou à la loi Renault du 13 février 1998 ou de lois similaires dans d'autres juridictions ;
- b) toutes les **Réclamations** résultant d'un conflit de travail, d'un lock-out ou d'une infraction d'une convention collective.

## Chapitre 1. Sinistre

### Section 1 Notification

#### 1. Comment le Sinistre doit-il être Notifié ?

L'Assuré informera par écrit l'Assureur de :

- a) toute **Réclamation** qui est introduite pour la première fois à l'encontre d'un **Assuré** et ce dès que possible à compter de l'instant où celui-ci ait pris connaissance pour la première fois de cette **Réclamation** ;
- b) tous les autres **Evénements Assurés** et ce dès que possible après que l' **Evénement Assuré** se soit produit.

Dans tous les cas, un **Evénement Assuré** doit être notifié au plus tard :

- a) dans les quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de la **Période d'Assurance** ; ou
- b) avant la fin de la **Période Subséquente**.

La date de la poste est la date faisant office de preuve de livraison. Le récépissé de dépôt d'envoi sera considéré comme preuve de notification.

Toutes les notifications et toutes les communications supplémentaires sur les réclamations notifiées doivent être transmises sous forme écrite à :

**Beluga Insurance Solutions – Claims**

À l'attention de Zurich Insurance plc, Belgium branch

Da Vincilaan 5,  
B-1930 Zaventem

ou par mail à l'adresse :

[claims@belugainsurance.com](mailto:claims@belugainsurance.com).

#### 2. Circonstances qui Pourraient Raisonnablement Donner Lieu à une Réclamation ou un Evénement Assuré.

Durant la **Période d'Assurance**, l'Assuré peut informer l'Assureur sur toutes les circonstances dont il a connaissance et dont il peut raisonnablement supposer qu'elles peuvent donner lieu à une **Réclamation** ou à un autre **Evénement Assuré**.

Cette notification doit contenir - pour autant que l'Assuré en ait connaissance après enquête raisonnable - les raisons pour lesquelles la **Réclamation** ou tout autre **Evénement Assuré** sont attendus ainsi que toutes les informations connues

concernant les dates, les actions, l'Assuré et les réclamants potentiels.

L'Assureur traitera toutes les **Réclamations** ou tous les **Evénements Assurés** imputables à ces circonstances comme s'ils avaient été notifiés au moment de la notification de ces circonstances.

### Section 2 Comment Sont Traitées les Réclamations ?

#### 1. Comment la Défense Est-Elle Menée ?

L'Assureur a le droit, mais n'est pas obligé, de défendre l'Assuré contre toute **Réclamation**. L'Assuré est obligé de se défendre contre une **Réclamation** introduite à leur encontre et de la contester. L'Assureur peut décider à sa discrétion de prendre en charge la défense et le règlement d'une **Réclamation** ou d'un **Evénement Assuré**. Si l'Assureur décide de ne pas le faire, il a le droit, mais non l'obligation, de participer pleinement à la défense et aux négociations portant sur toute transaction imposant à l'Assureur un règlement ou lorsque cela semble raisonnablement probable.

Si une assistance juridique est nécessaire concernant l'**Evénement Assuré**, l'Assuré peut prendre contact avec le BELUGA PANEL OF EXPERTS selon les instructions reprises sous la rubrique **Comment fonctionne cette police ?** Si l'Assuré souhaite faire appel à d'autres conseillers juridiques, il doit en adresser la demande par écrit à l'Assureur avant d'engager le conseiller de son choix. Une telle demande doit contenir l'identité des conseillers proposés, les tarifs horaires proposés pour chaque conseiller, un aperçu de l'expérience du cabinet d'avocats en question dans le traitement d'affaires similaires et un budget pour l'**Evénement Assuré**.

L'Assureur acceptera, si nécessaire, le choix d'une représentation juridique particulière dans la mesure où celle-ci est requise par l'existence d'un conflit d'intérêts entre les **Assurés**. Si une **Réclamation** est introduite contre une **Personne Assurée** par l'Association, l'Assureur n'est pas obligé de communiquer sur cette **Réclamation** avec une autre **Personne Assurée** ou avec l'Association.

#### 2. Les Modalités de Paiements

L'Assureur paiera en avance le **Sinistre** couvert et d'autres frais couverts relatifs à un **Evénement Assuré** - qui sont générés par un **Evénement Assuré** - avant leur règlement définitif et au moment de leur engagement.

L'**Assureur** n'avancera toutefois aucun frais si la couverture est refusée ou si les acomptes sont supérieurs aux **Montants Assurés** ou à d'autres sous-limites applicables.

L'**Assureur** paiera immédiatement ces montants après que des factures suffisamment détaillées, mentionnant la date, les frais et une description détaillée de la prestation, soient reçues et acceptées par l'**Assureur**.

L'**Assureur** se réserve le droit de récupérer les acomptes si et pour autant que l'on constate ensuite que l'**Assuré** n'avait pas droit à ce paiement.

L'**Assureur** ne peut refuser d'avancer ces frais pour la seule raison que l'**Assureur** estime que le comportement décrit dans l'**Exclusion Faute Intentionnelle** a bien été commis, notamment au travers d'une reconnaissance écrite ou d'un jugement exécutoire définitive qu'une faute a été commise.

### 3. Autorisation

Pour la défense, le consentement écrit préalable de l'**Assureur** n'est pas requis pour :

- a) le recours aux services du BELUGA PANEL OF EXPERTS ; ou
- b) les frais d'urgence tels que décrits au **Point 6 du présent chapitre** ; ou
- c) la communication d'une situation à l'**Instance Officielle** mais seulement si l'**Assuré** ne reçoit pas l'autorisation légale de l'**Instance Officielle** de demander une telle autorisation et à condition que l'**Assuré**, dès que l'**Instance Officielle** l'autorise légalement, demande l'autorisation de l'**Assureur**.

Lorsque l'**Assuré**, le **Preneur d'Assurance** et l'**Assureur** ne peuvent parvenir à un accord sur les montants des acomptes, l'**Assureur** avancera les montants qu'il considère justes et adaptés jusqu'à ce qu'un autre montant soit convenu ou soit fixé d'une autre manière.

L'**Assureur** peut enquêter sur un **Evènement Assuré**, négocier à ce sujet et le régler s'il est approuvé sous forme écrite par l'**Assuré** ou sur recommandation de l'avocat. Si l'**Assuré** refuse de façon déraisonnable de donner son accord, l'**Assureur** ne paiera que le **Sinistre** relatif à l'**Evènement Assuré**, qui n'excèdera pas le montant pour lequel l'**Assureur** pouvait régler l'**Evènement Assuré**, plus les **Frais de Défense** encourus à la date à laquelle le règlement a été proposé sous forme écrite par l'**Assureur**, moins l'éventuelle **Franchise**.

L'**Assuré** ne peut reconnaître ni accepter une responsabilité, conclure une transaction, consentir à un jugement, produire des **Frais de Défense** ou d'autres frais pour lesquels le consentement est requis dans le cadre de toute **Couverture d'Assurance**.

Si l'**Assureur** est en mesure de participer pleinement à la défense de l'**Evènement Assuré** et aux discussions et négociations à ce sujet, il ne refusera pas le règlement ou le jugement.

### 4. Collaboration

L'**Assuré**, à ses propres frais :

- a) apportera toute l'assistance raisonnable à l'**Assureur** et coopérera dans l'enquête, la défense, la transaction ou à toute procédure d'appel d'un **Evènement Assuré** et imposera des droits de caution et de contribution ;
- b) prendra les précautions nécessaires et fera tout ce qui est raisonnablement possible pour éviter et limiter le **Sinistre** dans le cadre de cette police ;
- c) fournira toutes les informations et offrira une assistance à l'**Assureur** qui aura raisonnablement besoin d'enquêter sur le **Sinistre** ou de déterminer les obligations de l'**Assureur** dans le cadre de cette police.

### 5. Réclamation Frauduleuse

Si un **Assuré** introduit une réclamation frauduleuse dans le cadre de cette police :

- a) l'**Assureur** peut refuser de payer une partie du **Sinistre** ;
- b) l'**Assureur** de cet **Assuré** peut demander le remboursement de tous les montants qui ont déjà été payés à ou au nom de l'**Assuré** dans le cadre de cette **Réclamation**.

### 6. Frais d'Urgence

Lorsque, pour les **Frais de Défense** d'une **Réclamation** couverte, l'autorisation écrite de l'**Assureur** ne peut pas raisonnablement être obtenue avant qu'ils ne soient produits, l'**Assureur** approuvera rétroactivement ces **Frais de Défense**.

Les frais d'urgence ne dépasseront pas 10% du **Montant Assuré** global applicable pendant la **Période d'Assurance** et ce montant fera partie du **Montant Assuré** indiqué dans les **Conditions Particulières** et ne le dépassera pas.

### 7. Échelonnement des Paiements

L'**Assureur** paiera le **Sinistre** couvert par cette police dans l'ordre dans lequel ce sinistre sera présenté pour paiement à l'**Assureur**.

Si l'**Assureur** peut déterminer, à sa discrétion que le **Montant Assuré** d'une **Couverture d'Assurance** souscrite ne suffit pas pour couvrir la totalité du **Sinistre**, l'**Assureur** paiera en premier le **Sinistre** pour lequel la couverture est accordée à une **Personne Assurée** si l'**Association** n'a pas indemnisé cette **Personne Assurée**.

#### 8. Attribution

Si un **Evènement Assuré** porte sur des sujets couverts et non couverts par cette police, l'**Assuré** et l'**Assureur** conviendront d'une distribution équitable et appropriée du **Sinistre** en tenant compte des risques juridiques et financiers encourus.

Si un **Evènement Assuré** implique des personnes couvertes et des personnes non couvertes par cette police, une allocation équitable de tous les postes du **Sinistre** sera faite entre les **Assurés** et l'**Assureur** de sorte que 100 % des **Frais de Défense** seront octroyés aux personnes couvertes, et aussi longtemps que la défense de l'ensemble du **Sinistre** soit confiée au même cabinet d'avocats. Cette pré-attribution ne s'applique pas aux **Réclamations Liées à l'Emploi** ou aux **Evènements Assurés** en ce qui concerne les lésions corporelles ou dommages matériels. Tout montant qui est versé à l'**Association** en application de cette disposition sera déduit du **Montant Assuré** et de toutes les sous-limites applicables en vertu de la Couverture **Couverture d'Assurance B. Corporate Legal Liability**.

#### 9. Subrogation

Si un montant est payé en vertu de cette police, l'**Assureur** sera subrogé dans tous les droits de recours de l'**Assuré**. L'**Assureur** aura le droit de faire valoir ces droits au nom de l'**Assuré**.

Ce dernier fournira à l'**Assureur** toute l'assistance et la coopération raisonnables. L'**Assuré** ne fera rien qui puisse compromettre les droits de recours de l'**Assureur**. Si, par le comportement de l'**Assuré**, la subrogation ne peut être exercée par l'**Assureur**, un remboursement des montants déjà payés pourra être réclamé proportionnellement au dommage subi.

L'**Assureur** n'exercera aucun droit de recours contre un **Assuré** à moins qu'il puisse démontrer que l'**Exclusion Faute Intentionnelle** s'applique ou dans le cas d'une **Réclamation** frauduleuse.

L'**Assureur** peut, à sa discrétion et moyennant un accord écrit, renoncer à ses droits de subrogation qu'il a acquis conformément au présent article.

#### 10. Recouvrement de Montants

Si l'**Assureur** récupère des montants qu'il a payé dans le cadre de cette police, l'**Assureur** réajustera le **Montant Assuré** de cette police sur le montant recouvré, déduction faite des frais consentis pour la gestion et l'obtention de ce recouvrement. Tout montant qui est récupéré par l'**Assureur** au-delà du paiement fait par l'**Assureur** dans le cadre de cette police, déduction faite des frais engagés pour la gestion et l'obtention de ce recouvrement, sera remboursé à l'**Assuré**. L'**Assureur** n'est pas tenu de récupérer les montants versés dans le cadre de cette police.

## Chapitre 2. Montants Assurés

#### 1. Montant Assuré

Le montant total dû par **Période d'Assurance** que l'**Assureur** paiera en vertu de (chaque section de couverture de) cette police pour tous les **Sinistres** relatifs à des **Personnes Assurées** ou des **Associations** sous la **Couverture d'Assurance dédiée** ou sous tous les couvertures et extensions conjointement, ne dépassera pas les **Montants Assurés** mentionnés sous le **Point XII des Conditions Particulières**.

Tout paiement de **Sinistre** en vertu d'une **Couverture d'Assurance** diminuera d'autant le **Montant Assuré** applicable.

Lorsque le **Montant Assuré** est épuisé par le paiement d'un **Sinistre**, le **Montant Assuré** sera augmenté mais seulement pour les **Frais de Défense**, les frais de sauvetage et les intérêts légaux encourus par l'**Assuré** conformément aux articles 106 et 146 de la Loi d'assurance belge du 4 avril 2014. Cette augmentation ne dépassera pas les montants mentionnés dans les articles 4 et 6ter de l'Arrêté Royal du 24 décembre 1992 sur l'application de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre ou tout autre arrêt qui sera prononcé en exécution de la Loi du 4 avril 2014 relative aux assurances ou tout autre législation concernée.

Les **Frais de Défense**, les frais de sauvetage et les intérêts légaux sont à la charge de l'**Assureur** pour autant qu'ils se rapportent à un **Sinistre** couvert par la présente police. Ils ne seront payés par l'**Assureur** que proportionnellement à l'engagement de celui-ci.

Le **Montant Assuré** pour la **Période Subséquente** est celui de la **Période d'Assurance** la plus récente dont il fait partie.

Toute **Sous-limite** mentionnée au **Point XIII des Conditions Particulières** est le montant maximum global que l'**Assureur** paie pour la couverture à laquelle elle s'applique et fait partie du **Montant Assuré** qui s'applique à la **Couverture d'Assurance** correspondante.

## 2. Excédent par Rapport à d'Autres Assurances

Cette police fonctionnera toujours en excédent d'autres assurances en cours de validité et pouvant être mises en œuvre (y compris, mais non limité aux assurances responsabilité des administrateurs, réclamations liées à l'emploi, cyber, responsabilité environnementale, responsabilité des fonds de pension, incendie, responsabilité de produits ou responsabilité civile exploitation) ou en excédent d'autres indemnités accordées par une autre partie à l'**Assuré**, à moins que cette autre assurance soit explicitement souscrite comme excédent au-dessus du **Montant Assuré** de cette police.

Si une franchise ou une rétention est d'application dans le cadre d'une autre assurance valide et recouvrable, cette franchise ne peut pas être considérée comme un **Sinistre** en vertu de cette police.

## 3. Franchise

L'**Assureur** paie uniquement le **Sinistre** qui dépasse toute **Franchise** applicable. Elle a été stipulée pour chaque **Couverture d'Assurance** au **Point XIV des Conditions Particulières**. La **Franchise** s'applique également aux **Frais de Défense**. L'**Assureur** peut avancer, à sa discrétion, la totalité ou une partie de la **Franchise** et, dans ce cas, le **Preneur d'Assurance** remboursera immédiatement ces montants à l'**Assureur**.

La **Franchise** est payée par l'**Association** et reste non assurée. Une seule **Franchise** vaut pour tout **Sinistre** qui résulte de toutes les **Evènements Assurés** formant conjointement une seule et même **Réclamation**. Si une même **Réclamation** est soumise à l'application de plusieurs **Franchises** seule la **Franchise** la plus élevée sera retenue.

L'application d'une **Franchise** sur un **Sinistre** relevant d'une seule **Couverture d'Assurance** ne diminuera pas la **Franchise** relevant d'une autre **Couverture d'Assurance**.

Il n'y a pas de **Franchise** applicable aux frais relevant des Extensions de la **Couverture d'Assurance B. Corporate Legal Liability** mentionnée dans les **Conditions Particulières**.

L'**Assureur** n'appliquera pas cette **Franchise** ou restituera éventuellement les **Franchises** appliquées dans le cadre d'une **Réclamation** si :

- a) un jugement définitif est prononcé par un tribunal ou un tribunal arbitral qui dégage de toute responsabilité les **Assurés** et les **Associations** contre lesquelles la **Réclamation** a été introduite ; ou
- b) il existe un règlement complet et définitif qui libère tous les **Assurés** de toute responsabilité ; ou
- c) dès le début, le BELUGA PANEL OF EXPERTS est utilisé comme conseiller exclusif dans un **Evènement Assuré**.

## 4. Réclamations, Evènements Assurés ou Circonstances Apparentées

Toute **Réclamation** ou tout **Evènement Assuré** qui sont fondés sur les mêmes **Fautes de Gestion** continues ou apparentées ou qui ont la même cause ou la même origine, seront considérées comme un seul et même **Evènement Assuré** indépendamment du fait que ces **Evènements Assurés** concernent les mêmes réclamants, les mêmes **Assurés** ou les mêmes motifs juridiques.

Si une **Réclamation**, un **Evènement Assuré** ou une circonstance sont notifiés, toutes les **Réclamations**, tous les **Evènements Assurés** ou toutes les circonstances qui suivent et qui forment un seul et même **Evènement Assuré** avec cette **Réclamation**, cet **Evènement Assuré** ou cette circonstance sont considérés comme étant notifiés pour la première fois au moment où cette **Réclamation** ou cet **Evènement Assuré** ou cette circonstance ont été notifiés ou survenus pour la première fois. Ils seront également considérés comme ayant été déclarés à l'**Assureur** au moment de leurs premières notifications.

Tous les **Evènements Assurés** qui sont en rapport avec l'**Insolvabilité** d'une **Association** seront considérés comme faisant partie d'une seule et même **Evènements Assurés** indépendamment de la question de savoir si de tels **Evènements Assurés** se rapportent aux mêmes ou à d'autres requérants, **Assurés** ou **Associations**, motifs juridiques ou s'ils donnent lieu ou contribuent à l'**Insolvabilité** de la même **Association** ou d'une autre.

## 5. Autonomie des Exclusions

Cette police offre une couverture à chaque **Assuré** pour son seul intérêt individuel. Aucune déclaration faite par ou au nom d'une **Personne Assurée** ni aucune action, omission ou négligence commise par une **Personne Assurée** ne sera attribuée à une autre

**Personne Assurée** pour déterminer si une **Personne Assurée** est couverte ou non par la présente police.

## Chapitre 3. La Vie de cette Police

### Section 1 Aspects Temporels

#### 1. Période d'Assurance

La couverture de cette police n'est accordée que pour :

- a) des **Réclamations** introduites pour la première fois contre un **Assuré** ;
- b) d'autres **Evènements Assurés** survenus pour la première fois ;

au cours de la **Période d'Assurance** ou de toute **Période Subséquente** ou qui sont considérées comme ayant été introduites ou étant survenus au cours de cette période.

#### 2. Garantie Subséquente Automatique

Le **Preneur d'Assurance** a automatiquement droit à une **Garantie Subséquente** pour la période indiquée au **Point XI des Conditions Particulières** dans l'hypothèse où cette police n'a pas été renouvelée et uniquement pour les **Réclamations** portant sur des **Fautes de Gestion** commises antérieurement à la date de non-renouvellement de la police.

Cette période ne joue pas pour des **Réclamations** pour lesquelles la couverture est prévue dans une police qui renouvelle ou remplace cette police ou lorsqu'une autre police offre une couverture identique ou similaire.

De même, elle ne joue pas en cas de résiliation de cette police pour défaut de paiement de la prime.

#### 3. Garantie Subséquente Convenue Préalablement

En cas de **Changement de Contrôle**, le **Preneur d'Assurance** a le droit d'acheter une **Garantie Subséquente** de six (6) ans maximum à condition que le **Preneur d'Assurance** le demande par écrit dans les 30 jours et qu'il paie la prime complémentaire dans les 60 jours qui suivent la date de survenance du **Changement de Contrôle**.

La prime complémentaire applicable s'élève à :

- a) 100 % de la **Prime annuelle**, pour une période de 5 ans ;
- b) 150 % de la **Prime annuelle** pour une période de 6 ans.

Dans ce cas, la **Garantie Subséquente** commence à courir à la fin de la **Période d'Assurance**. Cette

**Garantie Subséquente** optionnelle ne peut pas être résiliée et les primes complémentaires seront pleinement acquises à la date de prise d'effet.

#### 4. Nullité / Possibilité de Résiliation

La **Couverture d'Assurance A. Directors & Officers Liability** seule ne peut être déclarée nulle ou résiliée partiellement ou totalement pour le non-respect par une **Personne Assurée** de l'obligation de présenter honnêtement les risques, tant lors de la souscription que lors de la modification de la présente police. En cas de violation frauduleuse de cette obligation par une **Personne Assurée**, établie par un jugement définitif d'un tribunal ou d'un tribunal arbitral ou toute reconnaissance écrite formelle faite par ou au nom de cette **Personne Assurée**, l'**Assureur** a le droit de déclarer nulle la police et de refuser toutes les **Réclamations** concernant cette **Personne Assurée**.

#### 5. Reconduction Tacite

Cette police est valable pour la **Période d'Assurance** comme indiquée au **Point X des Conditions Particulières** ou dans le dernier avenant. Elle sera, aux termes de la **Période d'Assurance** et de chaque **Période d'Assurance** suivante, automatiquement reconduite pour une nouvelle **Période d'Assurance** de 12 mois. Tant le **Preneur d'Assurance** que l'**Assureur** peuvent mettre fin à cette police par notification écrite adressée par lettre recommandée à l'autre partie au plus tard trois mois avant la fin de l'actuelle **Période d'Assurance**. Ils peuvent cependant convenir conjointement d'un délai de préavis plus court.

### Section 2 Aspects Financiers

#### 1. Primes

Si le **Preneur d'Assurance** ne paie pas partiellement ou totalement la prime à la date d'échéance selon les modalités de paiement indiquées dans les **Conditions Particulières**, ce défaut de paiement peut donner lieu à la suspension ou à la résiliation de la police à partir du jour où le paiement non effectué était dû, après notification par l'**Assureur**. Dans ce cas, l'**Association** n'a pas droit au remboursement des primes.

Si une **Réclamation** a été introduite ou si des circonstances se sont produites durant la **Période d'Assurance**, la prime pour cette **Période d'Assurance** reste intégralement due.

#### 2. Fiscalité

Le traitement fiscal et les références à ce traitement dans cette police dépendent des situations individuelles de l'**Assuré** et peuvent être modifiés dans le futur.

### 3. Devises

Si une autre devise que la devise dans laquelle cette police est établie est utilisée dans le cas d'un **Sinistre** subi par l'**Assuré**, le taux de change pour le calcul du règlement du **Sinistre** sera celui que la Banque centrale européenne publie sur son site Internet (<https://www.ecb.europa.eu>) au jour ouvrable qui précède la date du règlement. Si ce taux de change n'est pas disponible, on utilisera le taux de change publié le plus récent.

## Section 3 Informations de souscription

### 1. Autonomie de la Proposition d'Assurance

Avant la prise d'effet de cette police, le **Preneur d'Assurance** est tenu d'indiquer précisément toutes les circonstances dont il a connaissance et qu'il devrait raisonnablement considérer comme base pour l'évaluation du risque par l'**Assureur**.

Pour ce faire, il complétera un formulaire de proposition et fournira les informations complémentaires que l'**Assureur** pourrait lui demander ou confirmera la *Déclaration des Faits*. Cette information est reprise dans la présente police et en fait partie intégrante.

En ce qui concerne la proposition ou la *Déclaration des Faits*, la connaissance qu'en possède l'un des **Assurés** ne sera pas opposable à un autre **Assuré** quand il s'agira de déterminer si une couverture est acquise pour une **Réclamation** contre un autre **Assuré**.

En ce qui concerne une **Association**, seules les déclarations et connaissances de l'administrateur délégué, du directeur de production, du directeur financier ou du juriste d'entreprise du **Preneur d'Assurance** ou de toute autre personne qui a signé la déclaration ou la proposition relative à cette police ou à toute autre police dont cette police constitue une reconduction ou un remplacement seront attribuées à toutes les **Associations**.

### 2. Certaines Modifications des Risques

Si, au cours de la **Période d'Assurance**, un **Changement de Contrôle** survient, la couverture de cette police ne s'appliquera qu'aux **Fautes de Gestion**, aux actions, erreurs ou négligences ou aux **Evénements Assurés** qui se produisent avant la date de prise d'effet de cette transaction.

Dans ce dernier cas, la couverture résultant de cette police peut être étendue à condition que le **Preneur d'Assurance** donne suffisamment de détails pour permettre à l'**Assureur** d'estimer et

d'évaluer le risque et à condition que le **Preneur d'Assurance** accepte les nouvelles conditions, les primes complémentaires et les nouvelles limitations proposées par l'**Assureur** découlant d'une telle demande. Cette extension de la couverture doit être convenue sous forme écrite par l'**Assureur** et actée par avenant.

L'**Assureur** indemnise uniquement le **Sinistre** d'un **Assuré** d'une **Filiale** causé par des **Fautes de Gestion**, des actions, omissions ou négligences ou des **Evénements assurés** commis ou survenus alors que l'**Association** était une **Filiale** du **Preneur d'Assurance**.

L'**Assureur** indemnise uniquement le **Sinistre** d'un **Assuré** causé par une **Réclamation** pour des **Fautes de Gestion** ou des **Evénements Assurés** commises ou survenus alors que l'**Assuré** agit ou intervient en qualité de **Personne Assurée**.

### 3. Notification & Autorité

Hormis ce qui se trouve stipulé dans le **Chapitre 1 Section 1 Notification** de ces **Conditions Générales**, le **Preneur d'Assurance** agira au nom et pour le compte de tout **Assuré** pour toutes les questions qui sont liées à cette police à moins que le **Preneur d'Assurance** ne soit **Insolvable** ou en cas de conflit d'intérêts. En pareil cas, chaque **Assuré** agira en son nom propre.

### 4. Cession

Ni cette police ni les droits qui y sont liés ne peuvent être cédés sans l'autorisation écrite de l'**Assureur** ou des **Assureurs**.

## Section 4 Protection des Consommateurs

### 1. Plaintes – Ombudsman

L'**Assuré** a droit à un service rapide, équitable et fiable. Si le service de l'**Assureur** ou du **Souscripteur Mandaté** ne répond pas à ses attentes, il/elle peut prendre contact avec la partie concernée. Nous vous prions d'indiquer le numéro de police ou la référence du sinistre et le nom du **Preneur d'Assurance**/de la **Personne Assurée** et/ou de l'**Association** afin d'aider l'**Assureur** ou le **Souscripteur Mandaté** à traiter les remarques de l'**Assuré** le plus rapidement possible.

Pour les plaintes, veuillez nous contacter par écrit à l'adresse suivante :

Beluga Insurance Solutions nv - Complaints  
Pegasuslaan 5  
B-1831 Diegem

ou

[Complaints@belugainsurance.com](mailto:Complaints@belugainsurance.com)

Les plaintes seront confirmées dans les cinq (5) jours ouvrables qui suivent la date de réception. L'**Assuré** sera tenu informé de l'évolution du traitement de la plainte. L'**Assureur** et le **Souscripteur Mandaté** feront tout leur possible pour résoudre le problème dans l'objectif de satisfaire l'**Assuré** dans une période de huit semaines. À défaut, l'**Assuré** pourra soumettre sa plainte à l'Ombudsman des Assurances à l'adresse suivante :

Square De Meeûs, 35, 1000 Bruxelles  
Tél. +32 (0)2 547 5871  
Fax +32 (0)2 547 5975  
info@ombudsman.as  
www.ombudsman.as.

Un dépôt de plainte ne porte pas atteinte à la possibilité pour l'**Assuré** d'introduire une procédure juridique.

## **2. Protection de Données / Données Personnelles**

Lors de l'exécution de cette police, l'**Assuré** donne à l'**Assureur** et au **Souscripteur Mandaté** son consentement libre, sans équivoque et éclairé pour utiliser, collecter et traiter ses données personnelles conformément à cette police, à la privacy-policy du **Souscripteur Mandaté** et de l'**Assureur** qui sont publiées sur leurs sites Web respectifs et à toutes les lois applicables en matière de confidentialité et de protection des données.

L'**Assureur** et/ou le **Souscripteur Mandaté** prendront toutes les précautions nécessaires afin de protéger au mieux ces données.

## **Section 5 Droit Applicable & Autres Dispositions Légales**

### **1. Droit Applicable**

Tous les aspects de cette police, y compris la négociation et l'exécution, sont régis par le droit belge.

### **2. Tribunaux Compétents**

Sauf stipulations contraires, les litiges relatifs à la présente police ou à des questions de couverture ne pouvant pas être réglés à l'amiable dans les 30 jours peuvent être portés devant les tribunaux compétents en Belgique ou soumis à un tribunal arbitral, selon le choix de la **Personne Assurée** ou de l'**Association**.

Si le litige est soumis à un tribunal arbitral, les règles du CEPANI seront d'application. Le tribunal arbitral sera composé de trois arbitres. Chaque partie désigne son propre arbitre. Le troisième arbitre, qui est également le président du tribunal arbitral, sera désigné par les deux autres dans le mois qui suit leur propre nomination. À défaut, le troisième arbitre sera désigné par le Comité de Nomination du CEPANI.

### **3. Sanctions**

Le présent contrat ne garantit pas la **Personne Assurée** lorsque des mesures restrictives de nature économique, commerciale ou financière prononcées par des autorités nationales, européennes ou internationales (ex : ONU, UE...) lui interdisent d'exercer tout ou partie de l'activité professionnelle au titre de laquelle le présent Contrat a été souscrit.